

I. E. / 21.

LONDRES,

le 19 décembre 1921.

Monsieur le Conseiller Fédéral,

Pour pouvoir mettre en lumière de façon à peu près juste toute la signification de l'accord avec l'Irlande, ou plutôt l'accord avec le Sinn Féin, il faudrait avoir de tous les éléments de la question une notion infiniment plus approfondie que celle dont je dispose. Je suis à cet égard dans la même situation que tous les étrangers et que la grande majorité des Anglais eux-mêmes. La question irlandaise est un de ces problèmes politiques de l'Europe qui remonte à l'époque du moyen-âge; il y en a peu d'autres qui se soient, comme celle-ci, maintenues à travers les siècles et il n'y en a probablement aucune qui ait changé si peu de forme et de tendance pendant sept cents ans d'histoire.

Bien que le monde ait eu ainsi amplement le temps d'étudier ce problème, ceux qui peuvent se targuer aujourd'hui de le connaître à fond ne forment qu'une infime minorité. Et pourtant dans le monde entier on la discute avec une ardeur qui démontre l'intérêt exceptionnel voué à une question, après

---

Au Département Politique Fédéral,

Affaires Etrangères,

B e r n e.

---





tout d'ordre intérieur, de la politique d'un Etat étranger. Souvent on m'a demandé si vraiment, sur le continent, on suivait avec tant d'attention les affaires d'Irlande et j'ai cru voir dans cette préoccupation le souci aussi bien de l'impression produite ailleurs par la politique irlandaise du Gouvernement que de son effet dans les Iles britanniques. En disant ceci, je fais abstraction des Etats-Unis d'Amérique; il est inutile de répéter qu'on leur reconnaissait presque, à ces cousins transatlantiques, le droit de se mêler de l'affaire.

Donc, pour pouvoir juger la situation en toute connaissance de cause, il faut avant tout avoir été en Irlande et avoir pu examiner les choses de près. Cette connaissance, je ne la possède pas. Je lis les journaux et me documente tant bien que mal par des entretiens et en suivant des manifestations. Ce n'est pas suffisant puisque l'élément principal, l'observation directe, manque. Mais c'est tout au plus sur la base de pareilles informations que sont écrits les innombrables articles de la presse continentale qui, s'ils ont une valeur quelconque, tentent de renseigner le public dans une tendance ou dans une autre. Dans les journaux suisses à ma disposition, je n'ai découvert que très peu d'articles valant vraiment la peine d'être lus; parmi ceux qui m'ont paru intéressants, je citerai l'article de fonds du "Journal de

de Genève" du 8 décembre par M. Edm. Rossier.

La question irlandaise serait relativement simple s'il n'y avait qu'une Irlande; toutefois même en étant alors considérablement plus simple, elle ne le serait pas autant qu'on est généralement tenté de le croire. Un dualisme de race et de religion représente pour la politique une difficulté qui serait redoutable, même s'il ne s'agissait pas d'une population à tempérament irlandais. En Irlande, la controverse religieuse est, selon toute apparence, plus violente encore que celle des races et c'est là surtout qu'est le noyau de l'intérêt universel évoqué par ce problème. C'est là aussi la raison pour laquelle on a tant de peine à trouver des jugements impartiaux, que ce soit en Irlande, en Angleterre ou à l'étranger.-

La crise qui est arrivée ces jours-ci à un tournant a ses origines, comme tout le monde le sait, dans les années précédant la guerre. Le 4 août 1914, alors qu'elle en était à son stade aigu, son dossier fut temporairement classé. A Pâques 1916, le mouvement Sinn Fein se déclara pour la première fois comme tel dans une rébellion en pleine guerre. Après une relâche d'environ trois ans, la malheureuse île retomba dans une sanglante révolution au moment où la lutte mondiale prit fin. Les choses allèrent de mal en pis jusqu'au printemps 1921, quand on tenta un dernier essai avec une loi "Home Rule", un enfant mort-né.

C'est à ce moment-là que Mr. Lloyd George se décida à faire la paix à tout prix. Après six mois de travail, il y réussissait. Quand, en juin dernier, de Valera prit le bateau pour se rendre à Downing Street, on savait que l'affaire était faite. Ceux qui avaient appris à suivre les lignes de la politique lloyd-georgienne ne pouvaient guère s'y tromper. On m'a souvent demandé, durant mon séjour en Suisse, si je croyais à un arrangement. J'ai répondu affirmativement mais quand on voulait en connaître les raisons, je n'en avais d'autre à donner que: Lloyd George le veut. Cette impression ne m'a jamais quitté, même pas lors des moments les plus sombres des négociations et, en pensant ainsi, je me trouvais toujours en bonne et nombreuse compagnie.

Donc l'accord avec le Sinn Fein - non pas avec l'Irlande!- est fait. Le Parlement britannique l'a ratifié, le Parlement de Dublin le ratifiera aujourd'hui ou demain. C'est un grand événement que d'être parvenu à s'entendre avec le Sinn Fein. On avait dit que c'était une impossibilité et voilà que c'est maintenant une réalité! La fin d'une querelle sanglante sept fois centenaire! Un danger terrible, un affreux cauchemar qui se dissipent! On comprend le soulagement et la joie qu'une telle nouvelle apporte aux grandes masses. Quant à l'étranger des messages de félicitations arrivent de partout.

Mais il s'agit de voir comment l'accord fut fait. Le texte du "traité" vous est connu. Des deux côtés, on a fait des concessions; celles du Gouvernement britannique sont considérablement plus importantes. Au bout du compte, il ne lui reste qu'une souveraineté de la Couronne aussi effacée que possible, quelques droits militaires de port et quelques garanties en faveur de ceux qui sont restés fidèles au Roi de Grande-Bretagne. Mais les concessions de part et d'autres, qu'elles soient grandes ou petites, n'ont pas tardé à déchaîner l'opposition tant à Londres qu'à Dublin. Les anciens champions des deux causes opposées, Carson, le héros d'Ulster, et de Valera, le Washington irlandais, ont bondi en tirant l'épée, non pas l'un contre l'autre, mais chacun contre son propre Parlement en train de le lâcher.-

Lloyd George n'a pas perdu son temps. Il a convoqué immédiatement le Parlement pour sanctionner le Traité. On a beaucoup critiqué la manière dont cela a été fait; on a trouvé superflu la mise en oeuvre de tout l'appareil pompeux d'une ouverture de Parlement par le Roi, alors qu'il s'agissait de ratifier une mesure qui, pour une bonne partie du public, signifie la fin de la grandeur britannique. Il aurait été plus délicat de faire les choses tranquillement. Mais enfin, le Premier Ministre a cru devoir mettre en branle toute la splendeur parlementaire - un peu théâtrale, en peu genre "cortège historique", avec tout cet or sur les soldats, les chevaux et les

carrosses.....- afin de donner tout l'éclat voulu à cette session, la plus courte qui ait jamais été tenue, appelée à Westminster pour sceller la paix du Royaume-Uni et le triomphe personnel de Mr. Lloyd George!

Il faut admettre que depuis les grands jours de Westminster à l'époque de Beaconsfield et de Gladstone, ces trois jours de débats furent ce qu'il y a eu de plus brillant tant à la Chambre des Communes qu'à celles des Lords. Il n'a pas existé un instant où l'intérêt se soit atténué; la situation, poignante sans interruption, a eu des moments vraiment émouvants. Les discours, sans exception furent ce qu'on put entendre de mieux dans les deux Chambres. Pour ma part, je me suis décidé à suivre les débats du "House of Lords" pensant que ce serait cette Chambre qui probablement rendrait de façon plus concise la situation parlementaire, telle qu'elle se présentait dans ces circonstances si spéciales et si exceptionnelles. En effet, non seulement on y trouvait toutes les tendances, mais encore elles étaient représentées par des personnages qui n'auraient pu mieux les défendre.

L'opposition avait trois points de départ: d'abord la trahison envers Ulster, ensuite la faiblesse du Gouvernement cédant jusqu'à modifier la formule du serment d'allégeance, enfin les effets désastreux de cette faiblesse sur tous les éléments séditieux des Possessions d'outre-mer.

- 7 -

Il y a eu à la Chambre des Pairs trois discours proéminents: celui de Lord Curzon introduisant le Traité, celui de Lord Carson tendant à le discréditer, celui de Lord Birkenhead, Grand-Chancelier, plaidant la ratification. Les trois orateurs furent admirables, parlant exactement dans l'esprit de leur rôle et ce, dans la meilleure forme de rhétorique parlementaire. L'attaque impétueuse du Vicomte Carson lancée contre le Gouvernement comme tel et contre Curzon et Birkenhead personnellement, fut pour cette Assemblée traditionnellement calme et réservée une expérience unique. On se rappelle comment le ci-devant Sir Edward Carson, "général" des Ulsteriens, luttait en 1914, corps et âme et la main dans la main avec son ami F.E. Smith, aujourd'hui Lord Birkenhead, Grand-Chancelier, contre le Home Rule. Ce fut à cette époque-là qu'il arma les volontaires de l'Ulster, donnant ainsi un caractère de guerre civile à toute la situation en Irlande. . Mercredi dernier, le vieux champion se redressa dans toute son irréconciliable rancune en accusant le Gouvernement de lâcheté et de trahison et en reniant publiquement l'amitié d'autrefois pour le Chancelier-Président de l'illustre Assemblée. Ce fut pénible, tragique même, de voir ces deux frères d'armes politiques de jadis se déchirer sans merci.-

(La fin suivra)

C.R.P.

(IRLANDE: suite)

20 décembre 1921.

On aurait pu penser que la réapparition au Parlement d'un sujet tel que la querelle irlandaise provoquerait une tempête de discussions et que l'écho du choc des forces opposées résonnerait dans le pays entier. Mais au contraire, surtout à la Chambre des Communes, les débats furent calmes, imposants, et, en tous points, à la hauteur de la gravité des circonstances. L'attaque de Lord Carson et, à un degré moins prononcé, celles de ses partisans Lords Salisbury et Londonderry, sont restées des démonstrations isolées dans les deux halles de Westminster. Le Colonel Gretton, Chef des "Die-hards" (irréconciliables) n'a pas trouvé l'entrain et les effets suffisants pour faire de l'impression et son collègue, Mr. Gwyne, n'a obtenu par son attaque spirituelle des ministres de la Coalition, que des succès d'hilarité. M.M. Lloyd George, Churchill, Chamberlain et Asquith, ont tous eu de beaux moments pendant leurs discours bien que le sérieux de la situation ait en quelque sorte paru peser sur leur esprit; ici et là, on avait l'impression qu'ils se disaient que ce n'était pas l'heure de prononcer de belles oraisons, mais de peindre les choses telles qu'elles sont et telles qu'il faut les comprendre.

Comme la Chambre des Pairs, celle des Communes a eu sa sensation. Ce fut la double surprise

de la rentrée de l'ancien "Leader of the House", Mr. Bonar Law, et son attitude vis-à-vis du Traité. Ulster avait cru pouvoir compter sur lui car ce fut lui, dans le temps, le plus honnête, le plus désintéressé, le plus influents des défenseurs de la liberté ulstérienne. On savait d'avance que son vote pèserait lourd. En parlant en faveur du Traité, il a, une fois de plus, quoi que cela lui ait coûté, fait preuve de son inébranlable sens du devoir vis-à-vis de son pays. Avec ou sans lui, à la Chambre des Communes, le Gouvernement aurait eu sa majorité. Rien n'aurait été plus simple pour Bonar Law que de remettre sa rentrée en février prochain et d'éviter ainsi une situation pénible, des hostilités, des condamnations. C'est un homme franc et droit comme il y en a peu, qui a le courage de son opinion, qui ne craint pas et cherche même les situations nettes; il dédaigne "le bénéfice du doute".

Chambre des Communes:	401	oui	58	non
Chambre des Pairs	:	166	"	47 non

-----

Est-ce vraiment la paix? Encore faudrait-il être en Irlande pour se risquer à des pronostics. A l'heure qu'il est le Dail Eream continue à siéger; des combats oratoires s'y livrent sans interruption, tantôt en séance publique, tantôt en séance secrète. De Valera, acharné, s'efforce frénétiquement de faire désavouer ses collègues et de tout gâter. Ici, l'opinion demeure optimiste et on prévoit sa défaite. Mais quand le Traité se-

- 10 -

ra ratifié avec ou sans majorité déterminante, sera-ce vraiment la paix?

J'ai eu l'occasion de parler aujourd'hui avec un fonctionnaire supérieur du Gouvernement nord-irlandais qui vient d'arriver de Belfast.

A Ulster, d'après ce qu'il m'a dit, la déception et l'amertume contre le Cabinet de Londres et les Anglais sont intenses. On se sent lâché et sacrifié. Personne ne songe à entrer dans le "Free State". Il y a lieu de chercher les raisons de cette mentalité puisque, à première vue, le Traité paraît sauvegarder les intérêts d'Ulster.

Une première cause d'exaspération réside dans l'attitude d'une bonne partie des Anglais, Gouvernement et autres, qui depuis quelque temps, reprochent aux Ulstériens leur entêtement et leur esprit d'obstruction. Cela a froissé à Belfast d'autant plus qu'on y est persuadé de l'injustice d'un tel reproche. Qu'on soit en quelque sorte mis de côté, du moment que Whitehall s'est décidé à reconnaître les "Bandits" du Sinn Féin; qu'on soit traité de quantité négligeable, puisque la loyauté inébranlable des six comtés est à toute épreuve, c'est entendu; mais qu'on soit, par dessus le marché, réprimandé et montré du doigt comme un méchant gamain qui gâte le jeu par dépit, c'est indigne. Le cri de "Ulster blocks the way!" dans la presse anglaise a plus fortement affecté les Loyalistes du Nord que l'"humiliation" des pourparlers à Downing Street.

Mais ceci n'est qu'une affaire de sentiment,

il existe d'autres raisons, plus matérielles.

Il y a d'abord la question finances.

Ulster qui, dans son loyalisme, a mis en exécution, malgré ses désavantages, le "Government of Ireland Act", se trouve maintenant dans une position plus défavorable qu'avant. Ce seront les six Comtés qui auront à payer annuellement la somme de huit millions de Livres sterling alors que tout le reste de l'Irlande, soit 26 Comtés, n'aura à contribuer à l'amortissement de la Dette publique du Royaume-Uni que par dix millions de Livres sterling par an. Il est vrai que le Nord est plus riche que les autres parties, mais est-il admissible que ses impôts se montent, par tête, à trois fois la taxe imposée au Sud? D'ailleurs, sait-on ce que fera le "Free State" qui peut agir à son aise en matière de finances?

Il y a ensuite la clause de la Commission prévue pour la fixation de la frontière. C'est là surtout que l'opinion publique à Belfast rejimbe. Elle considère que cette concession faite au Sinn Fein constitue de la part du Cabinet britannique rien moins qu'une rupture de serment. La frontière a été fixée après de longues et épuisantes enquêtes par la loi de 1920. Une revision en faveur du Sinn Fein aurait naturellement les plus graves conséquences. On sait que pendant ces derniers mois l'antagonisme religieux n'a jamais été plus accentué dans les comtés limitrophes de Tyron et Fermanagh.

Enfin, la fierté des Ulstériens est

- 12 -

blessée par l'inclusion de Belfast dans l'article 5 du Traité, qui accorde au Parlement britannique les droits stratégiques et de bases aux ports irlandais. On est révolté de voir que c'est au Sinn Fein que la Grande-Bretagne demande une telle permission, alors que, grâce à la loyauté des habitants de cette contrée, il s'agit d'un territoire de tout temps britannique et unioniste.

Voilà quelques-uns des griefs d'Ulster, mais non tous. Il y en a d'autres, au Nord comme au Sud, des griefs de sinn-feins, des griefs d'unionistes. Ce ne sera pas d'une heure à l'autre un rêve de paix. Du reste, Messieurs les assassins continuent jusqu'à nouvel ordre d'exercer leur profession. Il n'y a pas de danger que le changement du mauvais au bon soit trop brusque. "Thank God", a dit Lloyd George au lendemain de la signature, "I still see plenty of difficulties ahead".-

N'est-il pas futile de faire des pronostics quelconques? Selon mon information, il existe deux alternatives. Ou la scission du Sinn Fein est sincère et irréparable, ou ce n'est qu'une machination. D'après les dernières nouvelles de Dublin, on se trouverait en face d'une vraie brouille. Dans ce cas il existe une chance que l'élément modéré l'emporte et que les extrémistes puissent être isolés. Le parti qui parviendrait alors au pou-

voir à Dublin aurait une tendance nationaliste, dans la couleur de l'ancien nationalisme irlandais de Parnell et de Redmond, probablement ~~encore~~ plus prononcée et plus avancée; un parti avec lequel dans un laps de temps relativement court, les Protestants du Nord et du Sud pourront arriver à une entente. Un tel développement des choses serait ce qui peut arriver de plus heureux aux Irlandais; personne n'ose espérer davantage. Dans ces circonstances, l'Ulster consentira <sup>avec le temps</sup> à entrer d'abord dans le Conseil de l'Etat-libre et, après une nouvelle période transitoire, même dans son Parlement. Ce serait, aux points de vue britannique et irlandais, la solution idéale. Personne ne pourrait plus alors méconnaître la grandeur lloyd-georgienne! De plus, dans l'éventualité d'une époque nationaliste, l'Eglise catholique aurait la possibilité de contribuer beaucoup à un rétablissement de la paix et de la conciliation. Il n'en serait pas ainsi si De Valera et les siens parvenaient à accaparer le pouvoir. Il devient toujours plus évident que le "Président" et ses extrémistes ont définitivement rompu non seulement avec le clergé irlandais, du haut en bas de l'échelle, mais avec le Vatican lui-même. S'il arrive à être Seigneur et Maître à Dublin, tout élément de réconciliation sera persécuté à outrance; là-dessus, tout le monde est d'accord. Ce sera la reprise de la révolution et la guerre de conquête. Heureusement, sa victoire n'est pas prévue, mais il est bien possible qu'il ne soit pas, dans le vote final

- 14 -

du Dail Ereann, assez sensiblement battu pour passer ensuite au rang de grandeur liquidée. Il est possible qu'il lui reste encore assez de force et assez d'influence pour incommoder sérieusement un Gouvernement modéré. Dans ce cas, l'île si fort éprouvée ne verrait pas encore s'ouvrir l'ère nouvelle et elle aurait à passer de mauvais moments avant de trouver paix et prospérité.-

Après tout, il ne faut pas être trop sûr que la paix est faite et qu'à partir d'aujourd'hui tout ira mieux. Il ne faut pas non plus trop insister sur l'opinion que l'arrangement en question est ce qu'on ait pu trouver de mieux en tenant compte de tous les éléments de la situation. Il ne faut pas non plus être trop fier des congratulations qui sont arrivées de toutes les parties du monde. Non sans esprit, Lord Ampthill (-) a dit dans "House of Lords": "Je n'oublie pas que vous avez reçu des félicitations de partout. Mais quand votre fille se marie, tout le monde vous félicite, que le fiancé soit un gentil garçon ou un mauvais sujet". Il faut admettre qu'il y a du vrai!-

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, les nouvelles assurances de ma haute considération.



(-) Frère du Ministre de Grande-Bretagne en Suisse.